Association Aquitaine Active

Convention 2013

Entre :

L'Association Aquitaine Active, représentée par son Président, Monsieur Christian Valadou, domiciliée 111 cours du Maréchal Galliéni, 33 000 Bordeaux

et

La Communauté Urbaine de Bordeaux représentée par son Président, Monsieur Vincent Feltesse dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté n° 2013/ du domiciliée à Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle, 33076 Bordeaux cedex.

Il est dit et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les obligations de chaque partie signataire, et plus particulièrement les modalités de participation de la Communauté Urbaine au financement du programme d'actions 2013 de l'association Aquitaine Active, sur le territoire de la CUB.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

La Communauté Urbaine s'engage à accompagner l'association signataire pour l'exécution de ses missions en participant au financement de son programme d'actions pour l'année 2013.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION SIGNATAIRE

L'Association Aquitaine Active s'engage à :

- affecter les moyens humains et matériels tels qu'ils seront précisés dans les conventions de financement annuelles,

- développer une démarche de qualité et de professionnalisation tant pour la gestion de l'association que pour ses actions,
- développer et proposer des solutions d'ingénierie et de services,
- travailler en réseau avec les autres associations soutenues par la Communauté Urbaine de Bordeaux (échanges de données, participation aux réunions d'animation du réseau ...),
- tenir conformément aux règles de l'art une comptabilité réelle et sérieuse faisant apparaître, tant en dépenses qu'en recettes, le budget des actions engagées,
- fournir à la Direction des Entreprises et de l'Attractivité de la Communauté Urbaine, les indicateurs d'activité, tant qualitatifs que quantitatifs, qui permettront d'évaluer le niveau de réalisations des objectifs de l'association.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention attribuée à Aquitaine Active au titre de l'année 2013 s'élève à 41 000 €, répartis comme suit :

-10 000 € pour renforcer la présence et l'activité d'accompagnement des porteurs de projets de l'économie sociale et solidaire sur la CUB, sur un budget prévisionnel de 212 034 € retenu comme base subventionnable.

Cette subvention est non révisable à la hausse. Au contraire, si le montant définitif des actions réalisées s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la subvention serait réduite au prorata du montant des dépenses effectivement réalisé.

- 10 000 € pour abonder la ligne de garantie

- 10 000 € pour abonder la ligne de Contrat d'Apport Associatif

- 11 000 € pour le financement de la ligne de dotation des crédits réservés à la mesure 4.2.3 du fonds FSE pour les microprojets associatifs.

L'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable des associations (règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable).

La présentation de ce budget devra permettre de comparer l'évolution des postes de dépenses et de recettes sur plusieurs années.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION COMMUNAUTAIRE

Pour l'année 2013, dès signature de la convention, la subvention sera versée selon les modalités ci-après :

- le 1^{er} acompte à verser qui sera composé : de la ligne de garantie (10 000 €), de la ligne de Contrat d'Apport Associatif (10 000 €) et la ligne de dotation de crédits réservé à la mesure 423 du fonds FSE (11 000 €), soit un montant de 31 000€, ainsi que d'un 1^{er} acompte de 80 % du montant de la subvention de fonctionnement (8 000€), soit la somme de 39 000€,

- le solde de la subvention de fonctionnement (20%) de 2 000€, sera versé au prorata des dépenses effectives par rapport au budget prévisionnel accepté, à la réception des documents suivants :

- ⤴ Le bilan, le compte de résultats et les annexes détaillés, certifiés conformes par un Commissaire aux comptes,
- ⤴ le compte de résultat doit pouvoir être comparé au budget prévisionnel fourni par l'association lors de sa demande de subvention.
- ⤴ Le rapport annuel d'activités détaillé de l'association (voir annexe 1)
- ⤴ Une note de commentaires explicitant le cas échéant les variations constatées sur les principaux postes de dépenses et recettes entre le budget prévisionnel présenté par l'association et son budget définitif certifié (voir annexe 2 « comparatif budget prévisionnel/budget définitif »),
- ⤴ Les copies des décisions des aides obtenues auprès des autres partenaires publics.

ARTICLE 6 : CONTROLE ET EVALUATION DES RESULTATS

Le Président de l'association ou son représentant s'engage :

- à venir présenter sur simple demande de la Communauté Urbaine, devant les membres des Commissions compétentes, le bilan des actions réalisées au cours de l'année N-1 ainsi que le bilan financier de l'exercice,
- à faciliter le contrôle par les services de la Communauté, de la réalisation des actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables de l'association,
- à faire connaître à la Communauté Urbaine tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettre à la CUB ses statuts actualisés.

ARTICLE 7 : CLAUSE DE PUBLICITE

L'association s'engage à mentionner le soutien apporté par la Communauté et à faire figurer le logo de la Communauté Urbaine sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée par ses soins.

Elle s'engage, par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction de partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Communauté Urbaine, ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Communauté Urbaine apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION ET CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention prendra fin à la date limite de production des pièces justificatives exigées pour le versement du solde qui est de 6 mois suivant la fin de l'exercice considéré, soit le 30 juin 2014 au plus tard.

A défaut, le bénéficiaire sera réputé renoncer à percevoir le solde de la subvention et la Communauté Urbaine pourra exercer la répétition des sommes versées.

Le non-respect des engagements détaillés ci-dessus ou le changement d'objet ou d'activités de l'association signataire, pendant sa durée de validité, rendrait caduques les dispositions de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

Les parties conviennent que tout litige pouvant naître de la présente convention sera déféré auprès du Tribunal compétent.

Fait à BORDEAUX, le

Le Président
de l'Association Aquitaine Active,

Pour le Président et par délégation
Le Conseiller délégué
de la Communauté Urbaine,

M. Christian VALADOU

M. Franck MAURRAS

ANNEXE 1 - Compte rendu financier de l'action

Ce document doit obligatoirement être transmis avant toute nouvelle demande de subvention. Il doit être accompagné de deux annexes. Ces trois documents doivent être certifiés exacts par le Président de l'association ou toute personne habilitée à représenter l'association et retournés dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

CHARGES	Prévu	Réalisé	%	PRODUITS	Prévu	Réalisé	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 Achat Prestations de services Achats matières et fournitures				70 Vente de produits finis, prestations de services, marchandises			
61 Services extérieurs Locations immobilières et mobilières Entretien et réparation Assurance Documentation Divers				74 Subventions Etat Région Département Cub Communes Organismes sociaux Fonds européens CNASEA (emplois aidés) Autres aides, dons ou subventions affectées			
62 Autres services extérieurs Rémunérations intermédiaires et honoraires Publicité, publication Déplacements, missions Services bancaires, autres				75-Autres produits de gestion courante			
63 Impôts et taxes Impôts et taxes sur rémunération Autres impôts et taxes				76 Produits financiers			
64-Charges de personnel Rémunération des personnels Charges sociales Autres charges de personnel				78 Reports Ressources non utilisées d'opérations antérieures			
65 Autres charges de gestion courante							
66 Charges financières							
67 Charges exceptionnelles							
68 Dotation aux amortissements							
Charges indirectes affectées à l'action				Ressources indirectes affectées à l'action			
Charges fixes de fonctionnement Frais financiers Autres							
TOTAL DES CHARGES				TOTAL DES PRODUITS			
86 Emplois des contributions volontaires en nature Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens et prestations Personnel bénévole				87 Contributions volontaires en nature Bénévolat Prestations en nature Dons en nature			
TOTAL				TOTAL			

Annexe 1 au compte rendu financier

Quelles sont les raisons, les explications des écarts éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget réalisé ?

Quelles ont été les règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action (tableau indiquant les critères utilisés pour la répartition des charges communes entre le budget principal et le compte rendu financier de l'action)

Annexe 2 au compte rendu financier

Quelles ont été les actions entreprises ?

Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association,

certifie exactes les informations du présent compte rendu et de ses annexes

Fait, le : I I I I I I I I I à

Signature :

Tableau de synthèse des actions menées :

Ce tableau est à votre disposition pour vous permettre de mettre en évidence les éventuelles évolutions entre les actions prévues dans le programme d'activités initial présenté lors du dépôt du dossier de demande d'aide et les actions effectivement réalisées à la clôture de votre exercice.

	Programme initial (en %)	Programme réalisé (%)	Commentaires
Action A			
Action B...			
Total			

Informations d'ordre administratif et juridique :

- Nombre d'adhérents :
- Montant de la cotisation annuelle :
 - Nombre d'assemblées générales* :
Nombre de membres présents :
 - Nombre de réunions du Conseil d'administration* :
Nombre de membres présents :
- Nombre de réunions du Bureau* :
Nombre de membres présents :
- Nombre de publications destinées aux adhérents :
- Autres informations d'ordre administratif et financier :

Informations concernant les moyens humains :

Nombre de salariés permanents :

Salariés en CDI :

dont salariés à temps partiel :

Salariée en CDD :

dont salariés à temps partiel :

- Nombre de bénévoles :

* Fournir les comptes rendus des différentes réunions qui se sont déroulées dans l'année.

temps estimé :

➤ Nombre de stagiaires :

temps estimé :

➤ Autres informations concernant les moyens humains de votre association :

Autres informations :

➤ Mises à disposition et avantages en nature obtenus (préciser quels sont les partenaires de l'association et le montant de la valorisation de ces mises à disposition) :

➤ Territoire d'intervention ou zone d'influence de l'association (préciser quel niveau de territoire):

➤ Public ciblé (professionnel et/ou tout public) :

▫ Nombre de personnes :

▫ Origine géographique :

▫ autre :

Volet communication :

Liste revue de presse et couverture médiatique :

Liste de vos outils de communication (site internet, plaquettes...) :

ANNEXE 2 - Comparatif budget prévisionnel/budget définitif*

	Budget prévisionnel	Budget définitif	Ecart (en € et %)	Commentaires
DEPENSES				
TOTAL DES DEPENSES				
RECETTES				
TOTAL DES RECETTES				
SOLDE				

* Le comparatif budget prévisionnel/budget définitif doit être annexé à la convention.

Convention cadre de partenariat entre la Communauté Urbaine de Bordeaux et l'association Aquitaine Active dans le cadre de la mesure 423 Micro projet associatif

ENTRE LES SOUSSIGNES

- La Communauté Urbaine de Bordeaux, domiciliée, Esplanade Charles de Gaulle - 33076 Bordeaux Cedex, représenté par Monsieur Vincent Feltesse, Président de la CUB, ci-après désignée par les termes « la Communauté Urbaine de Bordeaux »,

Et

- Aquitaine Active, association loi 1901 déclarée au J.O. du 6/12/03, domiciliée au 111 Cours du Maréchal Galliéni 33000 BORDEAUX représentée par son Président, Monsieur Christian VALADOU,

Vu la délibération N°..... de la Commission Permanente du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques en date du

Préambule

La Communauté Urbaine de Bordeaux, dans le cadre de ses compétences, a la volonté de soutenir en Aquitaine les structures de l'économie sociale et solidaire, employeuses.

Dans ce cadre, la Communauté Urbaine de Bordeaux souhaite adopter la mise en place d'un dispositif d'accompagnement permettant de renforcer l'accès aux financements Européens (mesure 4.2.3 de l'axe 4 du programme FSE) des petits porteurs de projets, microprojets FSE.

Le dispositif doit permettre :

- De confier la gestion de la mesure 4.2.3 en Aquitaine à un organisme intermédiaire capable d'agir au niveau local pour accompagner techniquement et financièrement les microprojets dans le respect des règles de la subvention globale.
- L'accès au FSE des petits porteurs qui ne peuvent pas accéder directement au FSE, faute d'une solidité financière ou d'une organisation administrative suffisante pour gérer une aide communautaire sans un accompagnement spécifique et durable alors qu'ils participent largement à l'innovation en matière d'emploi et d'inclusion professionnelle sur les territoires.
- D'offrir un cadre d'accompagnement permettant de pouvoir candidater à des financements FSE et étudier la faisabilité économique et sociale du projet.
- D'ancrer durablement les petits projets associatifs dans le paysage territorial.
- S'inscrire dans une logique de complémentarité par rapport aux dispositifs financés dans le cadre des autres mesures du programme opérationnel

Pour la mise en place de ce dispositif, il a été décidé de s'appuyer sur l'association Aquitaine Active.

Elle a été créée en 2003 et à pour objet sur le territoire de la région Aquitaine de favoriser l'insertion sociale de personnes en difficultés d'accès à l'emploi par la création et la consolidation d'entreprises ou de structures d'utilité sociale ou solidaires porteuses d'emplois, en mobilisant des initiatives et des financements solidaires.

Article 1 : Objectifs

La Communauté Urbaine de Bordeaux, en accord avec l'ensemble des partenaires, confie à l'Association Aquitaine Active :

- la gestion du fonds régional de dotation dans le cadre de l'Axe 4 – Mesure 42 – Sous-Mesure 423 - Microprojets associatifs
- la gestion d'une force d'expertise dans le cadre de l'animation de l'Axe 4 – Mesure 42 – Sous-Mesure 423 - Opérations d'animation
- la gestion d'une force d'expertise dans le cadre de l'animation de l'Axe 5 – Mesure 51 – Sous-mesure 511 - Opérations d'Assistance Technique

Article 2 : Présentation du dispositif

Le dispositif comprend :

- Un fonds régional de dotation dans le cadre de l'Axe 4 – Mesure 42 – Sous-Mesure 423 - Microprojets associatifs

Le fonds de dotation permettra d'accompagner les microprojets sous statut associatif ou coopératif. Sont prioritaires les structures demandant pour la première fois une subvention publique, ainsi que celles qui prennent en compte les priorités transversales du programme opérationnel : insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés, maintien dans l'emploi des seniors, égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Le dispositif Petits porteurs de projets associatifs finance des micro-projets (coût global éligible maximum de 23 000 € avec une possibilité de porter ce montant à 25 000 € pour les projets présentant un plan d'action spécifique qui induit un surcoût prévisionnel identifié et relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) sélectionnés sur la base de 3 critères principaux autour du développement de l'emploi dans les territoires ruraux isolés ou les zones urbaines en difficulté :

- l'insertion socioprofessionnelle de publics en difficulté : bénéficiaires de minima sociaux, personnes en situation de handicap, publics exclus de l'emploi (insertion professionnelle des jeunes peu ou faiblement qualifiés, maintien dans l'emploi des seniors),
- l'appui aux initiatives pour la création d'activités et le développement économique et social dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Ces activités devront permettre de combler les insuffisances du maillage des territoires en termes de services proposés aux habitants en favorisant l'émergence de nouveaux gisements d'emploi et en valorisant les savoir-faire locaux (métiers patrimoniaux, ...),

- la lutte contre les discriminations dans le monde du travail (égalité des chances hommes/femmes, insertion socio-professionnelle de personnes issues de l'immigration, ...)

L'aide du FSE est fixée à 85% du coût global, elle peut être portée, dans certains cas à 100%. Le complément (soit 15 % minimum) provient des partenaires publics qui ont constitué le fonds de dotation.

- La constitution d'une force d'expertises dans le cadre de l'animation de l'Axe 4 – Mesure 42 – Sous-Mesure 423 - Opérations d'animation

Conformément au PON 2007-2013 les opérations d'animation mises en œuvre dans le cadre de la sous-mesure 4.2.3, elle a pour mission trois objectifs principaux :

- mobiliser un potentiel humain proche du terrain en s'entourant de compétences locales, départementales et régionales en matière d'insertion sociale et professionnelle et de développement local dans le but de générer de la création d'activité et des actions en faveur de la lutte contre les exclusions dans les zones les plus défavorisées (zones rurales isolées et zones urbaines en difficulté)
 - impulser une dynamique de création d'activités innovantes au plan local via la mise en œuvre d'actions de prospection, d'information et d'expérimentation de nouvelles formes d'entrepreneuriat collectif (Groupement d'employeurs, SCIC, Coopératives d'artisans, ...)
 - accompagner les porteurs de projet en lien avec l'ensemble des acteurs pour leur permettre de mener à bien leur action et d'en réussir la pérennisation.
- La constitution d'une force d'expertises d'une force d'expertise dans le cadre de l'animation de l'Axe 5 – Mesure 51 – Sous-mesure 511 - Opérations d'Assistance Technique

En tant qu'Organisme Intermédiaire, gestionnaire de la sous-mesure 4.2.3 en subvention globale, Aquitaine Active mettra en œuvre les opérations nécessaires à l'exercice des tâches administratives, de gestion et de contrôle déléguées par l'autorité de gestion dans le cadre de crédit FSE.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de programmation commençant le 01/01/2012 et se terminant le 31/12/2013. Elle pourra être dénoncée à tout moment par chaque partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de six mois.

La présente convention peut être révisée d'un commun accord entre les parties s'il s'avère utile d'en adapter certaines modalités.

Cette convention pourra être dénoncée notamment en cas d'utilisation des sommes apportées à un autre objectif que celui de la présente convention.

Article 4 : Financement de la convention programmation 2012-2013

La Communauté Urbaine de Bordeaux apportera un financement de 22 000 € à Aquitaine Active pour alimenter l'outil suivant :

- Un fonds régional de dotation dans le cadre de l'Axe 4 – Mesure 42 – Sous-Mesure 423 - Microprojets associatifs : 22 000 €

Aquitaine Active prévoit pour la programmation 2012-2013, de réaliser 54 interventions en Aquitaine pour des microprojets.

Article 4 : Financement du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques pour 2013

La Communauté Urbaine de Bordeaux apportera un financement de 11 000 € à Aquitaine Active.

- Dotation dans le cadre de l'axe 4 – Mesure 42 – sous mesure 423 - - Microprojets associatifs : 11 000 €

Aquitaine Active prévoit pour l'année 2013, de réaliser 26 interventions en Aquitaine pour des microprojets.

Article 5 : Versement de la subvention

Article 5.1 : Modalités de versement

La Communauté Urbaine de Bordeaux verse à l'Association Aquitaine Active :

Dans le cadre des dotations l'axe 4 – Mesure 42 – sous mesure 423 - - Microprojets associatifs :

- A la signature de la convention : la totalité de l'aide affectée à l'outil.

Article 5.2 : Modalités de renouvellement

Le montant de la participation de la Communauté Urbaine de Bordeaux pour l'année suivante sera déterminé à partir :

- d'une nouvelle demande annuelle déposée auprès de la Communauté Urbaine de Bordeaux,
- de l'appréciation du bilan de l'année précédente,

Article 5.3 : Réalisation de l'action

En cas d'exécution partielle des missions dans le cadre de la dotation de l'axe 4 – Mesure 42 – sous mesure 423 - Microprojets associatifs, Aquitaine Active réalisera dans un délai maximum de 18 mois après la fin de programmation, un bilan des crédits consommés et les actions prévues qui seront annulées ou partiellement réalisées, feront l'objet d'un remboursement au prorata ou, le cas échéant, le montant correspondant viendra en déduction de la subvention accordée au titre d'une nouvelle programmation de la mesure 423 Micro projet associatif

Article 6 : Information

Aquitaine Active adressera à la Communauté Urbaine de Bordeaux et à l'ensemble des partenaires un compte rendu annuel de son activité au titre du dispositif.

Un comité d'orientation du dispositif réunissant les partenaires se réunit une fois par an pour dresser le bilan et débattre des orientations à mener.

Article 7 – Clause de publicité

Aquitaine Active s'engage à mentionner le soutien apporté par la Communauté Urbaine de Bordeaux sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée par ses soins.

Article 8 : Règlement des litiges

Les parties conviennent que tout litige pouvant naître de l'application de la présente convention sera déféré, pour la partie la plus diligente, auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, le
En 3 exemplaires

Pour le Président
de la Communauté Urbaine de Bordeaux
et par délégation,
le Conseiller délégué

Franck Maurras

Pour Aquitaine Active
Le Président,

Christian VALADOU